

La lutte contre la pauvreté infantile, **version De Block**

LA CAMPAGNE CONTRE LA PAUVRETÉ INFANTILE LANCÉE PAR MAGGIE DE BLOCK, MINISTRE DE L'INTÉGRATION SOCIALE, EST UN EXEMPLE DE CYNISME ET D'IRRESPONSABILITÉ

Denis Desbonnet
CSCE

"Mets fin à la pauvreté infantile, c'est ce qu'on attend de toi, ni plus, ni moins": telle est la "sommation" lancée par Maggie De Block et le SPP Intégration sociale aux enfants et à leurs écoles. Cette campagne s'inscrit dans le cadre d'un "master plan" lancé à grand renfort de publicité au printemps dernier ¹. Elle l'inaugure donc sa nouvelle croisade en y "associant" les enfants, par le biais d'un appel à projets adressé à toutes les écoles.

Ne s'agit-il pas là d'une perverse inversion des rôles et des responsabilités? Il est vrai que cette campagne s'inscrit parfaitement dans la vogue mystificatrice de la prétendue "démocratie participative". Et, surtout, dans la logique "activatrice" du gouvernement Di Rupo, qui veut faire croire que les chômeurs sont responsables de leur sort, tout comme les allocataires sociaux, les mendiants et les sans-abri, les sans-papiers ou encore les réfugiés. Par conséquent, s'ils veulent prétendre à une aide quelconque, ils doivent "s'activer", faire des "efforts" et remplir leurs "devoirs".

LA FAUTE À QUI?

Cette campagne contre la pauvreté infantile est particulièrement cynique. Ce sont les enfants - par définition reconnus comme "irres-



ponsables" par toutes les conventions internationales et le b.a.-ba du droit - qui sont désormais "mis en demeure" de résoudre la pauvreté... que de plus en plus d'entre eux subissent! Ce rôle ne revient-il pas aux responsables politiques, élus pour ce faire, mais qui détruisent au contraire le tissu social?

Qui est réellement visé par cette sommation? Les enfants pauvres eux-mêmes, qui devraient œuvrer à leur propre sortie de la misère, en faisant, eux aussi, un "effort" pour montrer leur "bonne foi" et leur "bonne volonté"? Ou alors, les gosses (un peu) moins défavorisés, qui sont censés contribuer à cette belle cause, sur le mode bien connu de l' "entraide" entre plus ou moins pauvres? Ou encore, ceux de la classe moyenne et des "classes supérieures" qui sont "appelés" à se pencher avec commisération sur leurs condisciples "deshérités"?

Quant aux écoles encouragées à participer à ce bel élan, vise-t-on plutôt celles "à discrimination positive" des quartiers populaires (pardon, des "Zones d'Éducation Prioritaires"), ou celles des beaux quartiers? Va-t-on y voir fleurir des téléthons et autres opérations sans lendemain -genre "Une couverture de laine"-, à la veille de l'hiver, abandonnées et oubliées dès le retour du printemps?

POMPIÈRE PYROMANE

À travers ce nouveau barnum, Maggie De Block tente d'occulter une évidence: la politique qu'elle applique et promeut, la lutte contre la prétendue "fraude sociale", est directement responsable de l'exclusion de milliers de pauvres de l'ultime filet de protection sociale, à savoir l'aide vitale octroyée par les CPAS!

Les pauvres? Des victimes expiatoires, présentés comme

des profiteurs à l'opinion publique, et impitoyablement chassés à la rue par des procédures inquisitoriales et kfkaiennes, bafouant le plus élémentaire droit à la défense. La chasse aux pauvres vise d'abord les familles les plus fragilisées, dont une bonne part de "monoparentales", à savoir à plus de 80 % des femmes seules et sans ressources, avec plusieurs enfants. Lesquelles risquent d'être l'objet d'un harcèlement redoublé. Car, au nom de "l'intérêt supérieur de l'enfant", cette soi-disant lutte contre la pauvreté infantile est l'alibi idéal pour de nouvelles dérives culpabilisantes, intrusives et arbitraires.

En effet, implicitement, ce sont les parents qui sont pointés comme largement responsables de la misère de leur progéniture. Il faudra donc que notre bonne samaritaine libérale nous explique comment elle entend "sortir 380.000 personnes de la pauvreté ²", et singulièrement "éliminer celle des enfants". En précipitant leurs parents dans la misère absolue et la mort civile? ■

¹ Voir "Un paquet cadeau empoisonné de l'Europe néo libérale", dans le magazine Ensemble! n°79 du Collectif Solidarité Contre l'Exclusion: www.ensemble.be

² Objectif déclaré du gouvernement belge, dans le cadre du ronflant et fumeux volet "social" de la nouvelle "Stratégie UE20-20".